

VILLE DE BILLY-MONTIGNY

L'an deux mille vingt-quatre, le 18 MARS à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 12 MARS 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Arrondissement de Lens

Etaient présents :

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, M. MONNIER, P. PECQUEUR, Adjoints au maire
Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, M. WATERLOT, Conseillères Municipales
MM. R. DEWASMES, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRYZANIAK, M. BAUDERLIQUE et E. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

Excusés :

M. J. ROLLAND (pvr à Mme M. BREBION), Adjoints au maire
Mme A. FOULON (pvr à M. R. DEWASMES), Mme T. MOREAU (pvr à M. W. GREBAUT), Mme M.C DELAMBRE (pvr à M. M. MONNIER), M. Y. GAUER (pvr à M. P. CANIVEZ), L. VERIN (pv. à Mme N. MEGUEULLE), Mme L. LOOR (pvr à J. BIESZCZAD-DIANE, Conseillers municipaux.

Absents : MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme A. MOPTY

N° 24-15 : Modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) – Lancement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU – Projet photovoltaïque – Zone Parcours des Rescapés

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération n° 17-311 du 24 Juillet 20217 visée par la Sous-Préfecture de Lens le 25 juillet 2017, relative à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU dans l'ensemble de ses documents constitutifs : rapport de présentation, projet d'aménagement et de développement durable, le règlement, le plan de zonage et annexes).

Il est à noter qu'une modification simplifiée a fait l'objet d'une délibération numéro 22-17 en date du 1er Avril 2022 portant sur la modification de la zone 1 AUb destinée à l'implantation d'un béguinage.

Monsieur le Maire expose que les parcelles ci-après listées sont placées dans le patrimoine de la Commune

Section	N°	Commune	Lieu-dit	Surface (m²)
AK	369	Billy-Montigny	Le Canton de Terlifosse	63 940
TOTAL				63 940

Il indique la société Renner Energies France s'est rapprochée des communes de Billy-Montigny et Méricourt pour leur proposer l'installation d'une centrale photovoltaïque au sol.

Il explique qu'un site favorable à l'installation d'une centrale solaire au sol a été identifiée aux abords du parcours des Rescapés, afin d'y développer un parc photovoltaïque de 17 hectares. Ce projet, dont la puissance installée est estimée à 12 MWc, contribuera à l'atteinte des objectifs nationaux et locaux de production d'énergies renouvelables.

Situé sur d'anciennes friches ayant accueilli de l'exploitation minière, le projet de la société Renner Energies France est l'occasion de revaloriser des terrains restés inexploités, tout en préservant les enjeux écologiques, historiques et patrimoniaux liés à l'histoire du site.

La faisabilité du projet au regard des règles issues du PLU fait l'objet d'un premier examen en lien avec les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

Pour la ville de Billy-Montigny, le projet couvre une zone du PLU. Il est constaté la nécessité de procéder à une évolution des pièces du PLU actuellement en vigueur.

Pour ce faire, la Commune entend mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L 300-6 du Code de l'urbanisme qui permet de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'implantation d'un projet d'énergies renouvelables et de procéder à la mise en comptabilité afférente du Plan Local d'Urbanisme.

En effet, le projet porté par la société Renner Energies France s'inscrit dans le cadre de la politique de transition énergétique promue aux niveaux européen, national et local.

Depuis 2007, la France met en place une stratégie ambitieuse de développement des ENR sur son territoire. La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 de transition énergétique pour la croissance verte vise à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique. Le code de l'énergie donne ainsi pour objectifs à la Politique énergétique nationale de porter la part des énergies renouvelables à 23% de la consommation finale brute d'énergie de 2020 et à 33% au moins de cette consommation en 2030. La promulgation récente de la loi n°23-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables vise enfin à permettre à la France de rattraper son retard en la matière.

La procédure de déclaration de projet permettra d'apprécier précisément la manière dont le projet photovoltaïque porté par Renner Energies France concourt à la réalisation de ces différents objectifs.

En application de l'article L 153-54 du Code de l'urbanisme, l'enquête publique d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU porte à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

Les articles R 104-13 et R 104-14 du même code précisent quant à eux dans quels cas la mise en compatibilité du PLU par la voie de déclaration de projet doit faire l'objet d'une étude environnementale, soit de manière systématique, soit par examen au cas par cas.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, A L'UNANIMITE :

- D'engager une procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme par déclaration de projet
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette procédure et d'une manière générale, à faire le nécessaire pour l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

B. TRONI

